



LIBRE

Cité Echirolles vous propose chaque mois des tribunes de libre expression
des groupes politiques et des sensibilités représentés

Communistes et partenaires

Le développement durable, c'est être pragmatique !

Lorsque nous travaillons à Echirolles sur l'amélioration énergétique des bâtiments, publics ou privés, nous participons tout à la fois à la création de nouvelles filières économiques et d'emploi, au développement de nouvelles compétences techniques, à la réduction des factures énergétiques pour les familles et à la préservation de notre environnement. Lorsque nous nous opposons à la suppression de la carte Emeraude pour les personnes âgées, ou que nous demandons l'extension de la ligne E du tram sur le cours Jean-Jaurès au-delà du Rondeau, nous défendons des projets dans lesquels les trains, les tramways ou les bus sont accessibles à tous. Les transports en commun permettent en effet de limiter l'usage de la voiture et la pollution. Ils sont un moyen indispensable pour se rendre au travail, chez le médecin ou tout simplement voir des amis ou sa famille pour les personnes qui n'ont pas d'autres possibilités de se déplacer ; ils sont enfin créateurs d'emplois. Ainsi, à travers chaque projet que nous portons, nous croisons les questions économiques, sociales et environnementales : telle est notre vision du développement durable, qui se construit jour après jour avec les habitants. Mais le modèle économique et social dominant est, nous le voyons bien, totalement incompatible avec celui du développement durable, soucieux de progrès et d'amélioration des conditions de vie, dans la durée. C'est pourquoi, nous, élu-es communistes et partenaires, développons des projets innovants, concertés et régulièrement récompensés dans ce domaine, à l'échelle d'Echirolles, tout en réaffirmant l'urgence d'un changement en profondeur des modalités actuelles de production et de répartition des richesses.

Guy Rouveyre,
Premier adjoint

Socialistes et républicains

Durabilité, progrès social et démocratie

Intégrer le développement durable dans les projets de notre ville est devenu une nécessité et une priorité d'action. Dans nos quartiers, qu'il s'agisse de la qualité des espaces publics, des logements, des transports ou encore des espaces verts, les élus socialistes et républicains s'impliquent fortement pour porter cette politique. Le projet en cours d'élaboration sur le réaménagement du secteur du SIERG en est un bon exemple, où nous travaillons pour pouvoir intégrer aussi bien de l'activité économique, du logement, des commerces et des services. Le développement durable n'est pas qu'une question environnementale. Il est avant tout économique et social. Il est au cœur de nos valeurs : partage des richesses et des ressources, développement humain et progrès social, approfondissement de la démocratie. Le projet européen CASH est un autre exemple de notre investissement. Il concerne l'amélioration énergétique des bâtiments notamment dans les parcs de logements sociaux "anciens". Il vise, dans les années qui viennent, à un échange de bonnes pratiques entre villes européennes et à des expérimentations concrètes sur notre territoire, pour lesquelles nous obtiendrons peut-être des aides financières de l'Europe. Nous souhaitons que la qualité environnementale ne soit pas réservée qu'aux quartiers neufs. Elle doit s'étendre et se faire au bénéfice de toutes les populations. Les objectifs sont alors non seulement la réduction de notre empreinte carbone, mais aussi le confort et la réduction des factures énergétiques du plus grand nombre de ménages. Pour les élus socialistes d'Echirolles, dans notre ville, à la Métro comme au niveau régional, les collectivités doivent poursuivre leurs efforts vers un droit au développement social durable pour tous.

Laurent Berthet,
président du groupe

Verts et écologistes

L'effervescence sociale est avant tout urbaine

L'échec du sommet de Copenhague nous prouve combien il est important pour les collectivités locales de s'engager et de montrer la voie en matière de développement durable. Nous avons le pouvoir de faire pression sur nos gouvernements pour appliquer les décisions qui s'imposent en développant localement des pratiques innovantes. Débarassée de ses nuisances, de ses pollutions et de ses quartiers ghettos, la ville est le meilleur moyen de profiter de la proximité des services, du travail et de l'éducation. Mais appliquer localement des concepts de développement global demande à la fois de la modestie et de l'ambition. De la modestie parce que, seule, la collectivité ne peut pas orienter des choix politiques nationaux. De l'ambition pour dépasser l'échelle communale en créant des réseaux de villes et de régions, et parce que nous voulons du bien-être et pas seulement du bien-vivre. Nous avons la chance à Echirolles d'avoir un outil tel que l'Agenda 21. Celui-ci mesure et oriente, mais le développement durable a vocation à se fonder intégralement dans tous les services de la Ville — aussi bien les écoles et les loisirs, que la restauration collective, l'urbanisme ou l'action sociale. Notre score aux dernières élections régionales nous conforte dans cette idée que les Echirollois aspirent aussi à un autre modèle de vie.

Anne-Sophie Mérot,
présidente du groupe

Société civile et républicains

Un développement concerté

Le deuxième sommet de la terre à Rio, en 1992, a été marqué par l'adoption d'un texte fondateur et d'un document de propositions faisant autorité, "l'Agenda pour le XXI^e siècle", Agenda 21. Au niveau européen, la mise en place a été initiée par la Conférence d'Aalborg en 1994, suivie par celle de Lisbonne deux ans plus tard. De grandes villes de par le monde ont déjà un Agenda 21. En France, peu de communes ont un Agenda 21. Séquestre, dans le Tarn, avec 1 650 habitants est la plus petite commune à en avoir un. L'Agenda 21 du sport français a été initié par le Comité olympique français. Echirolles a validé, après un processus de réflexion et de concertation collective avec les habitants, les acteurs économiques et sociaux, son Agenda 21 en 2003. Depuis, notre ville a été récompensée plusieurs fois au niveau national. Une fois de plus, Echirolles "avait de l'avance" car ce n'est, qu'en 2002, à Johannesburg, que les collectivités territoriales françaises se sont engagées à l'élaboration d'un Agenda 21. Ce document est un ensemble cohérent d'objectifs que se fixent les acteurs locaux. Il doit faire converger les politiques de protection de l'environnement, de gestion économe des ressources naturelles et d'aménagement. Il doit être transversal avec les politiques de développement social et de lutte contre les inégalités. C'est un projet de territoire à long terme qui doit être soumis à une évaluation régulière. C'est pourquoi, dès cette année, la Ville a relancé un large processus de concertation et d'évaluation à la mise à jour de l'Agenda 21. Mais, pour être acceptée, une politique de développement durable ne doit pas céder au quantitatif imposé, mais rester dans le qualitatif concerté.

Christian Descombat,
conseiller municipal

EXPRESSION

au sein du Conseil municipal. Le thème proposé ce mois-ci

est la place du développement durable dans les politiques publiques à l'échelle locale.

MoDem

Développement durable ou discours douteux ?

Les collectivités territoriales sont amenées à modifier leurs politiques face aux enjeux du développement durable. Encore faut-il que cela soit effectif et pas seulement des discours. La nature nous a rappelé récemment encore, cruellement avec la tempête Xynthia, que nous devons vivre avec elle et que tout doit être pensé pour elle et non contre elle ! Aujourd'hui, encore plus qu'hier, nous devons mettre en place une politique de développement soutenable, accroître la végétalisation des villes, favoriser l'utilisation des transports publics, développer leur confort, adapter leur fréquence aux besoins et multiplier les voies de circulation douce sécurisées. Ce qui doit se perdre financièrement maintenant en changements structurels se gagnera demain sur la santé et le bien-être de nos concitoyens. La révolution démocratique est au cœur des territoires, c'est la fondation d'un nouveau pacte économique, social, écologique et citoyen au service du bien-être humain. Quand le gouvernement renonce à la taxe carbone, même si elle était loin d'être parfaite, il nous montre qu'il considère l'environnement comme une simple variable d'ajustement. Ce renoncement constitue un abandon à toute réorientation de la fiscalité en faveur de l'environnement, aux mépris de promesses électorales maintes fois répétées. À un autre niveau, mais de la même façon, lorsque monsieur le maire justifie la fermeture partielle du bassin extérieur de la piscine, entre autres sur des considérations écologiques, on utilise frauduleusement l'intérêt écologique. Après le rapport très sévère de la Chambre régionale des comptes sur l'état d'endettement de la Ville, nous savons très bien qu'il s'agit d'une décision budgétaire et que l'écologie ne sert encore une fois que de prétexte, et donc dessert l'écologie au lieu de la servir.

Thierry Labelle,
président du groupe

Echirolles autrement UMP/Gauche moderne

Le développement durable à l'échelle locale interpelle certains responsables politiques, en particulier, si l'on est converti à une écologie reposant sur une responsabilité et une éthique personnelles, et non à une écologie étatiste et collective. Le développement durable, cela veut dire que les activités humaines doivent répondre à trois exigences que sont : la croissance économique, le progrès social et le respect de l'environnement, sans que cela ait pour conséquence une décroissance pour le pays. Après la floraison des éoliennes voici que les panneaux photovoltaïques apparaissent sur les toits. Dans ce domaine, la part passionnelle et les questions de rivalités locales sont, dans la plupart des cas, le moteur des décisions des élus locaux dont certains sont devenus écologistes par carriérisme. La norme du politiquement correcte et son dérivé le principe de précaution, qui sont chaque jour assésés à nos concitoyens par la presse "devenez acteur du développement durable", conduit à des erreurs. À titre d'exemple, la France est le seul pays à vouloir développer le photovoltaïque intégré en lieu et place de la toiture. Ces installations sont moins chères, mais ne garantissent pas forcément l'étanchéité. Ce type d'installation est courant. Il a pour conséquence directe une hausse de la prime d'assurance habitation pour les risques d'inondation. Quand on prend un peu de temps pour lire les documents de La Métro relatifs au développement durable, ce qui devait évoluer en harmonie avec le développement économique et humain de l'agglomération à la satisfaction de tous, devient une usine à gaz avec un budget considérable engageant l'avenir.

Christian Melcion,
président du groupe

Lutte ouvrière

Développement durable ?

Depuis quelques années, le développement durable est à la mode du sommet de l'Etat jusqu'à la municipalité. Bien souvent, il s'agit de belles phrases peu suivies d'effets, quand ce n'est pas un prétexte à de nouvelles taxes ou profits. Le mouvement communiste n'a pas attendu cette mode pour se soucier d'écologie. Il y a près de 150 ans, Karl Marx écrivait : "La société elle-même n'est pas propriétaire de la Terre, il n'y a que des usufruitiers qui doivent l'administrer en bons pères de famille, afin de transmettre aux générations futures un bien amélioré." Mais pour cela, il était convaincu qu'il fallait en finir avec le capitalisme. Des idées "durables"...

Chantal Gomez,
conseillère municipale

République laïque et sociale

Solutions locales pour désordre global

Titre du dernier long-métrage de la réalisatrice Coline Serreau. Zoom arrière sur l'historique de notre développement économique. Zoom rapproché sur notre manque de discernement quant aux ravages désastreux et irréversibles contre l'homme et son environnement. Nous devons dépasser le temps du mea culpa. L'urgence nous impose de résister à ce déséquilibre mondial voulu et maîtrisé par un petit nombre lors de conférences au sommet ratées. L'homme est au centre du carnage. Il en est le coupable, mais aussi la victime. Un développement durable de l'intolérable !

Christelle Bernard,
conseillère municipale

Les groupes pour rencontrer vos élus sur rendez-vous

Renzo Sulli, maire

04 76 20 63 00

Permanence le samedi, de 9 h à 10 h 30.

Communistes et partenaires

04 76 20 63 06

Guy Rouveyre, conseiller général, 1^{er} adjoint, cohésion sociale, tranquillité publique, développement durable, déplacements, affaires générales. Elisabeth Legrand, adjointe sports, animation jeunesse (équipements). Sylvette Rochas, adjointe développement culturel et à l'égalité femmes/hommes.

Joseph Tasca, président du groupe, adjoint personnel, finances, vie associative, permanence le jeudi, de 10 h à 12 h sur rendez-vous.

Michel Goizet, adjoint voiries, espaces extérieurs, patrimoine bâti et réseaux. Jacqueline Madrennes, adjointe éducation, restauration municipale, temps libre, permanences 1^{er} et 3^e mercredis du mois, de 16 h 30 à 18 h sur rendez-vous.

Socialistes et républicains

04 76 20 63 14

Laurent Berthet, président du groupe, adjoint prévention, insertion, formation professionnelle. Emmanuel Chumiatcher, adjoint aménagement urbain.

Mélanie Collet, adjointe petite enfance,

santé, handicap.

l.berthet@ville-echirolles.fr

Les Verts et écologistes

04 76 20 63 16

Anne-Sophie Mérot, présidente du groupe, adjointe économie, permanence les lundi et vendredi, de 13 h 30 à 14 h 30, as.merot@ville-echirolles.fr

Société civile et républicains

04 76 20 63 19

Carole Simard, présidente du groupe, adjointe habitat et logement (pour les questions de logement s'adresser au service), gestion urbaine et sociale de proximité.

Echirolles autrement UMP/Gauche moderne

04 76 20 63 18

Christian Melcion, président du groupe, conseiller municipal, permanence le mardi après midi.

MoDem 06 67 91 31 88

Thierry Labelle, président du groupe, conseiller municipal, modem.echirolles@free.fr

Non-affiliés

Christelle Bernard, conseillère municipale, République laïque et sociale, 06 20 11 41 32, actualité sur le site ResPublica (www.gaucherepublicaine.org). Chantal Gomez, conseillère municipale, Lutte ouvrière, 06 74 57 66 78, lutte.ouvriere.echirolles@gmail.com